

T

EMPS FORTS BASSE-NORMANDIE

Travail Emploi Formation

2009... LE FREMISSEMENT DE L'ACTIVITE SE CONFIRME MAIS L'EMPLOI ET LE CHOMAGE SE DEGRADENT

A la fin du mois de décembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité s'élève à 57.000 et celui des demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite à 87.700. Le redressement de l'activité perceptible sur la deuxième moitié de l'année 2009 n'a pas permis d'inverser la courbe du chômage en fin d'année. Finalement, la hausse du chômage a été presque aussi forte en 2009 qu'en 2008, +13,5%, avec une première moitié de l'année très dégradée sur le plan de l'emploi. Les hommes et les seniors ont été les plus affectés par la croissance du chômage et les jeunes sont toujours en grande difficulté d'insertion.

Si les trois-quarts de la hausse du chômage en 2009 sont dus à la baisse de l'emploi, le dernier quart est à attribuer à des effets soit de report d'inscription en 2009 avec les contrats de conversion professionnelle signés en 2008, soit d'incitation à l'inscription due à la mise en place du R.S.A.

Une hausse de la demande d'emploi aussi forte en 2009 qu'en 2008 ... hausse concentrée sur le premier semestre.

La reprise de l'activité initiée au 2ème trimestre 2009 s'est poursuivie au 3ème trimestre (+0,3% comme au trimestre précédent).

En Basse-Normandie, le redressement de l'activité dans certaines industries et le bon niveau de fréquentation touristique pendant la période estivale ont permis un certain répit sur le marché du travail à partir de juin 2009. La demande d'emploi sans aucune activité (proche de la définition du chômage mode B.I.T.) en forte croissance depuis le 2ème semestre 2008 (+14,3%), croissance qui s'est poursuivie sur le 1er semestre 2009 au même rythme (+13,3%), s'est enfin amortie sur la 2ème partie de l'année 2009 (+0,2%). Le ralentissement des suppressions d'emplois sur le 2ème semestre, la reprise lente de l'intérim depuis mai, le léger retournement à la hausse de l'emploi salarié sur le 3ème trimestre confirment les frémissements de reprise de l'activité économique régionale, mais l'année 2009 restera une année très négative sur l'emploi et le marché du travail puisque ce dernier s'est autant dégradé en 2009 qu'en 2008.

A fin décembre 2009, la région compte 57.040 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A), soit 13,5% de plus qu'en décembre 2008. Dans cette catégorie, la demande d'emploi avait déjà augmenté de 16,7% en 2008.

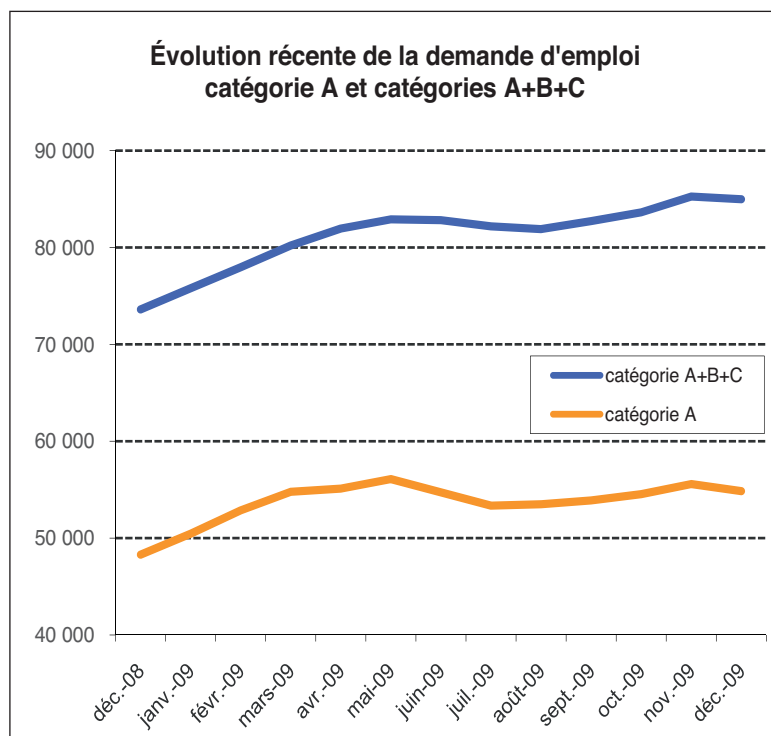
Le redressement de l'activité constaté en fin 2009 reste incertain et fragile, après une légère contraction sur le 3ème trimestre (-1,5%), la demande d'emploi a repris le mouvement inverse au dernier trimestre de 2009 (+1,8%).

Une inflexion estivale de la demande d'emploi liée à une bonne saison 2009

En se référant à une définition plus large de la demande d'emploi, celle qui comprend les personnes en situation précaire et bénéficiant d'une activité réduite, ce sont 87.700 personnes qui sont inscrites à Pôle Emploi à fin décembre 2009. La croissance de cette demande d'emploi globale a été un peu plus forte que la seule catégorie A (+15,4%) et nettement plus élevée qu'en 2008 (+9,5%).

En 2008, la forte baisse de l'activité temporaire à partir de la rentrée de septembre (chute de l'intérim et non renouvellement des CDD) a surtout impacté la demande d'emploi de catégorie A (perte d'activité temporaire ou réduite). En 2009, les deux catégories sont autant impactées l'une que l'autre.

Si la demande d'emploi de catégorie A a connu une certaine inflexion pendant la période estivale, comme l'illustre le graphique ci-dessous, l'inflexion a été moins intense sur la demande globale, certains demandeurs n'ayant bénéficié d'une activité réduite que pendant la période estivale.



Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle Emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

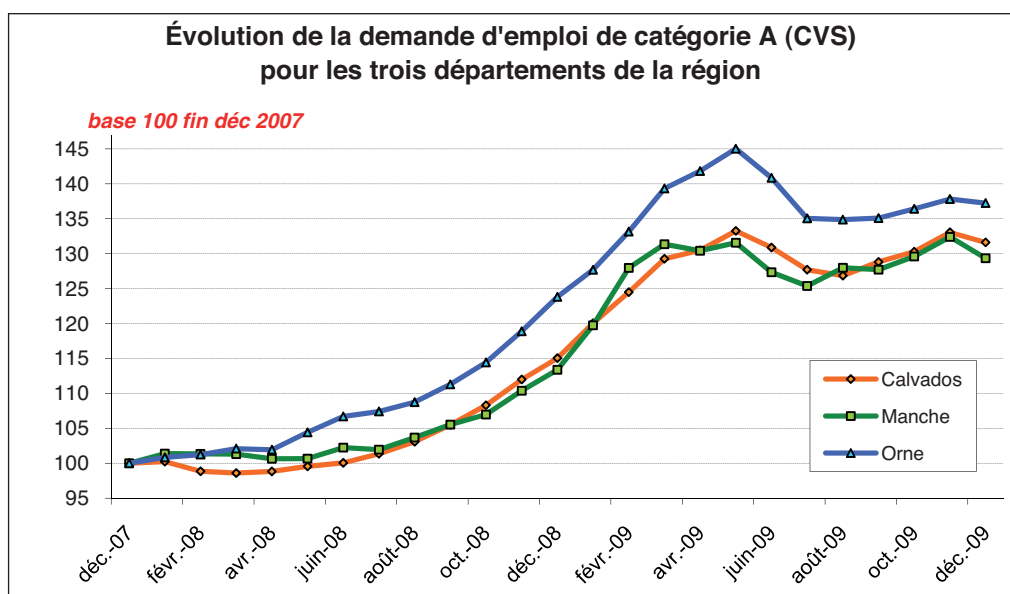
Évolution de la demande d'emploi en Basse-Normandie

Catégories de demande d'emploi	Décembre 2008	Décembre 2009	Évolution en %	
			07/08	08/09
Catégorie A	50 240	57 040	+16,7	+13,5
Catégorie B	12 960	14 376	+3,1	+10,9
Catégorie C	12 833	16 323	-7,2	+27,2
Ensemble A + B + C	76 033	87 739	+9,5	+15,4

Hausse du chômage tant en 2009 qu'en 2008 pour les 3 départements bas-normands ... l'Orne est le plus fragilisé sur 2 ans.

En 2009, l'évolution de la demande d'emploi globale (catégorie A + B + C) a été assez identique sur les trois départements de la région (+15,4% en moyenne régionale), alors que celle de la demande sans aucune activité, donc proche de la définition du chômage BIT a été un peu plus forte pour le Calvados (+14,3%) et la Manche (+14,0%) que pour l'Orne (+10,8%). En réalité, la situation s'est dégradée beaucoup plus tôt et avec plus d'intensité pour l'Orne, et ceci dès l'année 2008 ; le chômage ayant augmenté de 24,3% en 2008 (contre +15,5% et +13,8% pour le Calvados et la Manche).

Sur les deux années cumulées, la hausse de la demande d'emploi sans activité atteint 32,5% en moyenne régionale et 37,8% pour le seul département de l'Orne.



Si les trois départements bas-normands ont été affectés par la crise, il n'en demeure pas moins que l'accélération des suppressions d'emplois, la baisse du volume des offres d'emploi et la chute de l'intérim ont eu plus d'intensité dans l'Orne que dans les deux autres départements, toutes proportions gardées.

A cet effet, la tendance de l'emploi salarié du secteur privé restait encore déficitaire dans l'Orne sur le 3ème trimestre 2009, alors qu'il redevenait positif dans les 2 autres départements.

Après 5 trimestres consécutifs de baisse de l'emploi salarié du secteur, la région a connu une légère hausse sur le 3ème trimestre 2009 (+0,2%). L'Orne n'a pas bénéficié de ce retour favorable avec une nouvelle diminution de 0,4% des effectifs employés. Sur un an, c'est le département bas-normand qui perd le plus d'emplois (-2,9%) devant le Calvados (-2,0%), alors que le département de la Manche a réussi à maintenir son niveau d'emploi.

L'emploi salarié du secteur privé au 3ème trimestre 2009

3ème trimestre 2009	Calvados	Manche	Orne	Basse-Ndie	France
Évolution du trimestre	+0,1%	+0,8%	-0,4%	+0,2%	-0,3%
Évolution sur un an	-2,0%	+0,0%	-2,9%	-1,6%	-2,2%

Source : Pôle emploi (données CVS)

Les hommes et les seniors sont les publics les plus affectés par la croissance du chômage

Évolution de la demande d'emploi par sexe et âge (DEFM cat. A)

Basse-Normandie	Décembre 2008	Décembre 2009	Évolution sur un an (%)	Part (%)
Jeunes - 25 ans	11 938	13 250	+11,0%	23,2
25 à 49 ans	31 188	34 827	+11,7%	61,1
50 ans et plus	7 114	8 963	+26,0%	15,7
<i>Hommes</i>	25 900	30 985	+19,6%	54,3
<i>Femmes</i>	24 340	26 055	+7,0%	45,7
Ensemble	50 240	57 040	+13,5%	100,0

Comme en 2008, la réduction d'activité et ses répercussions sur les secteurs de production ont davantage pesé sur la demande d'emploi masculine (+19,6%) sans épargner celle des femmes (+7,0%). Les hommes sont devenus largement majoritaires dans la demande d'emploi (54%) depuis le déclenchement du retournement de l'activité économique en mi-2008. Si en 2008 les jeunes ont

été, toutes proportions gardées, plus affectés que les adultes en lien direct avec les répercussions immédiates de la chute des emplois temporaires (intérim et CDD), en 2009, jeunes et adultes d'âge intermédiaire sont touchés de manière similaire (+11,0% et +11,7%).

Quant aux seniors, la croissance contenue de la demande d'emploi dans une période de mauvaise conjoncture n'est plus de mise aujourd'hui ; cette croissance est même soutenue en 2009 (+26,0% contre seulement +6,3% en 2008).

L'extinction progressive de la Dispense de Recherche d'Emploi jusqu'en 2011 pour les bénéficiaires de l'A.R.E. âgés d'au moins 58 ans, et les bénéficiaires de l'A.S.S. âgés d'au moins 56 ans et demi, ne permet plus d'atténuer l'effet chômage pour ce public.

En l'absence de mesures sociales permettant un retrait d'activité, ces seniors pleinement touchés par les suppressions d'emplois retrouvent difficilement un emploi malgré l'obligation de recherche qui leur est maintenant imposée.

Les jeunes ... une insertion toujours plus difficile qu'ailleurs

La part des jeunes dans la demande d'emploi régionale reste identique en fin 2009 (23,2%) à ce qu'elle était fin 2008 et demeure toujours nettement supérieure à celle de la moyenne métropolitaine (+3,7 points).

Si les sorties sont plus précoces en Basse-Normandie qu'en moyenne nationale en raison de la prédominance des filières courtes professionnelles, il n'en demeure pas moins que les jeunes s'insèrent très difficilement dans la région et plus difficilement que dans l'ensemble des régions de la métropole.

Par rapport à la moyenne régionale, l'amplitude de la hausse de la demande d'emploi pour les hommes et les seniors est également constatée dans les trois départements bas-normands et elle atteint son niveau le plus élevé pour les hommes dans le Calvados et la Manche (respectivement +20,2% et +20,9%) et pour les seniors dans l'Orne (+28,8%).

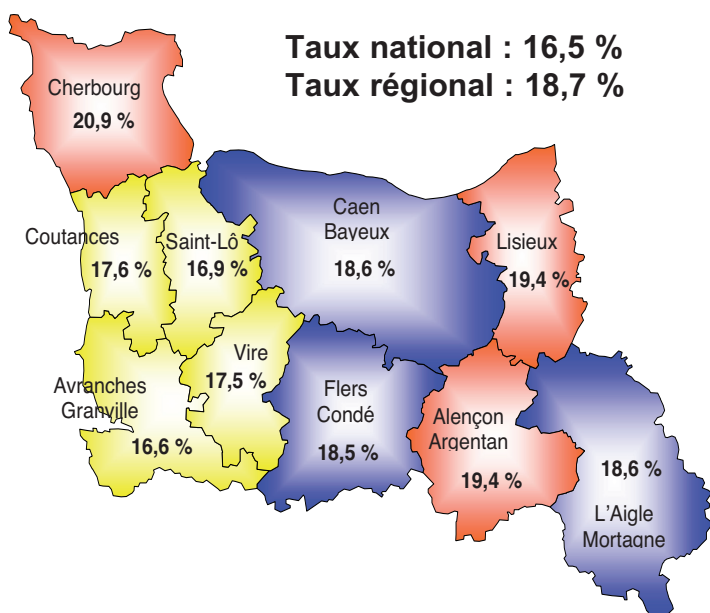
Toutes proportions gardées, les trois départements bas-normands présentent des dominances propres :

- dans le **Calvados**, la demande d'emploi est majoritairement masculine (54,9%) et à prédominance d'adultes d'âge intermédiaire (62,4%)
- dans la **Manche**, elle est plutôt jeune (24,4%) et féminine (47,2%)
- dans l'**Orne**, elle est masculine (55,2%) et à dominance seniors (17,2%).

Pour les présents sur le marché du travail, le taux de demande d'emploi des jeunes (moyen annuel 2009) s'établit à 18,7% et demeure supérieur au taux national (16,5%).

L'insertion des jeunes se présentant sur le marché du travail est, quelle que soit la zone d'emploi bas-normande, plus difficile qu'en moyenne française : le taux variant de 20,9% à 16,6%. Les difficultés sont particulièrement exacerbées dans les zones d'emploi de Cherbourg, Lisieux et Alençon-Argentan.

Taux de demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans - au 4ème trimestre 2009 -



Source : DIRECCTE, Pôle Emploi

Nette accélération du chômage de longue durée

A fin décembre 2009, l'évolution de la demande d'emploi selon la durée d'inscription est directement impactée par le retournement de tendance depuis le mois d'avril 2008. En fin d'année 2009, face aux potentialités d'insertion réduites depuis plus de 18 mois, de nombreux demandeurs comptabilisent maintenant plus de 12 mois d'inscription. De ce fait, la croissance de la demande d'emploi prend sa pleine amplitude en 2009 sur les personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an (+42%).

Le glissement vers le chômage de longue durée atteint pleinement la classe d'âge des inscrits de un à deux ans (+56%) sans épargner ceux inscrits de deux à trois ans (+40%).

La conjoncture apaisée sur le second semestre 2009 a quelque peu amorti la croissance de la demande d'emploi sur les 6 derniers mois, d'où la relative stabilité des inscrits de moins de 6 mois (+0,3%).

Il n'en demeure pas moins que la hausse encore très soutenue des demandeurs inscrits de 6 à 12 mois (+24%) risque de peser encore sur le premier semestre 2010, si ces personnes ne bénéficient pas de meilleures chances d'insertion.

Le poids du chômage de longue durée s'est nettement amplifié depuis un an (27,2% contre 21,7% en décembre 2008) et demeure en Basse-Normandie conforme à la moyenne française (27,2%).

La demande d'emploi selon l'ancienneté d'inscription en Basse-Normandie - DEFM cat. A -

Ancienneté d'inscription	Décembre 2008	Décembre 2009	Évolution sur un an (%)
moins de 6 mois	30 628	30 726	+0,3%
de 6 à 12 mois	8 709	10 785	+23,8%
de 1 à 2 ans	6 664	10 416	+56,3%
de 2 à 3 ans	1 913	2 676	+39,9%
3 ans et plus	2 326	2 437	+4,8%
Total catégorie A	50 240	57 040	+13,5%

Source : DIRECCTE, Pôle Emploi

Les exclusions s'amplifient nettement en 2009

Les phénomènes d'exclusion se sont nettement amplifiés en 2009 en Basse-Normandie, comme dans toutes les régions. Leur intensité demeure toujours, en région, quelque peu en deçà de la moyenne des régions de France métropolitaine avec :

- un taux de chômage moyen sur le 4ème trimestre 2009 de 9,1%, inférieur de 5 dixièmes de point avec le niveau national (9,6%)
- une part de la demande d'emploi de longue durée égale à la part nationale (27,2%)
- un poids d'allocataires du R.S.A. en région parmi l'ensemble des allocataires nationaux (1,9%), inférieur à son poids économique (2,3%) et à son poids dans la demande d'emploi (2,1%).

Croissance du chômage et réduction des possibilités d'insertion ont amplifié les phénomènes d'exclusion et la région n'a pas été épargnée :

- le taux de chômage moyen de la région sur le 4ème trimestre 2009 est supérieur de 1,4 point à ce qu'il était à fin 2008
- la demande d'emploi de longue durée s'est accrue plus rapidement en région en 2009 (+42% contre +34% en France métropolitaine)
- le nombre d'allocataires du R.S.A. atteint 32.000 personnes à fin 2009 (hors M.S.A.), soit une augmentation de 70% par rapport au seul champ d'application de l'ex-RMI, augmentation due à l'ouverture du Revenu de Solidarité Active aux travailleurs pauvres et aux RMistes reprenant une activité. Hormis cette extension de champ d'attribution, le R.S.A. dit "socle seul" compte 11,5% d'allocataires de plus entre fin 2008 et fin 2009 (hors M.S.A.).

Le Revenu Minimum d'Insertion et le Revenu de Solidarité Active en Basse-Normandie

- Nombre d'allocataires à fin décembre -

	2008 (RMI)	2009 (RSA Socle seul)	Evolution 2008/2009		2009 (RSA Total)
			Nombre	%	
CALVADOS	8 322	9 577	+1 255	+15,1	16 276
MANCHE	4 499	4 926	+427	+9,5	8 905
ORNE	4 212	4 496	+284	+6,7	6 953
Basse-Normandie	17 033	18 999	+1 966	+11,5	32 134
France Métropolitaine	983 807	1 116 935	+133 128	+13,5	1 697 357

Source : CNAF

L'exclusion professionnelle totale prend sa pleine dimension dans les deux chiffres suivants :

- 15.530 demandeurs d'emploi sans aucune activité et inscrits depuis plus d'un an
- 19.000 allocataires du RSA sans aucune activité

Deux populations qui représentent 22.200 personnes "sans double compte".

L'exclusion totale ou partielle prend, quant à elle, une dimension plus large avec les situations précaires et de sous-emploi :

- 28.620 demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite et inscrits depuis plus d'un an
- 31.850 allocataires du R.S.A. avec ou sans activité.

Deux populations disjointes qui comptent 44.700 personnes "sans double compte".

Les niveaux de qualification et de formation les plus élevés sont les plus touchés par la croissance du chômage.

La hausse du chômage en 2009 (+13,5%) n'a pas touché de façon identique les niveaux de qualification.

Les ouvriers qualifiés, les techniciens et les cadres ont été les plus concernés par la hausse de la demande d'emploi (respectivement +24,1%, +16,4% et +21,1%).

Sans être pour autant négligeable, la hausse a été un peu moins forte pour les employés (+11,6%) et les ouvriers non qualifiés (+7,5%).

Finalement, ce sont les qualifications les plus élevées qui ont subi la plus forte croissance du chômage en 2009 et ceci contrairement à l'année 2008 où le constat était inversé.

En ce qui concerne les jeunes de moins de 25 ans, la croissance du chômage est d'autant plus intense que le niveau de formation est élevé, de + 6,5% pour les jeunes de bas niveau de formation, donc sans diplôme

professionnel, à +20,6% pour les jeunes dont le niveau de formation est supérieur au baccalauréat. A noter toutefois que la croissance du chômage des jeunes de niveau bac (+7,9%) est inférieure à celle des jeunes diplômés CAP-BEP (+13,3%).

Les répercussions de la crise ont eu un effet en 2008 sur les moins qualifiés avec la nette contraction des emplois temporaires, puis en 2009 sur les plus qualifiés et les mieux formés avec l'accélération des plans de suppression d'emplois affectant principalement les secteurs de production. Le phénomène de désindustrialisation qui s'engage touche maintenant des emplois permanents et des emplois qualifiés. Par ailleurs, les fortes réductions des possibilités d'insertion qui ont touché surtout les jeunes en 2008 et quel que soit leur niveau de formation, sont concentrées davantage sur les niveaux supérieurs en 2009.

Nouvelle hausse généralisée aux 10 zones d'emplois bas-normandes

Le contexte de crise économique affecte une nouvelle fois sans distinction tous les territoires de la région, mais l'amplitude de la hausse de la demande d'emploi varie entre 6% et plus de 17%.

Quatre zones d'emploi se détachent de la moyenne régionale par une forte évolution de la demande d'emploi, celles de Coutances (+17,3%) et de Flers-Condé (+14,6%) d'une part et celles de Caen-Bayeux (+14,9%) et de Lisieux (+15,6%) d'autre part ; les deux premières étant des zones agro-industrielles confrontées à la baisse de l'activité industrielle sans véritable développement tertiaire compensateur et les deux dernières, des territoires à forte attractivité mais qui, aujourd'hui, subissent de plein fouet l'impact des restructurations industrielles.

Quatre zones d'emploi sont dans une situation conforme à la moyenne régionale, celles de Saint-Lô, d'Avranches-Granville, de Cherbourg

et de Vire avec une augmentation de la demande d'emploi comprise entre 12 et 14%.

Les deux dernières zones, quant à elles, sans être épargnées, ont connu une croissance plus limitée de leur demande d'emploi : Alençon-Argentan (+8,4%) et l'Aigle-Mortagne (+6,0%). Pour ces deux zones, la croissance de la demande d'emploi avait été beaucoup plus vive en 2008, notamment pour l'Aigle-Mortagne (+31%).

Taux de chômage B.I.T. localisés(1)

	4ème trimestre 2008	4ème trimestre 2009	Ecart annuel (en points)
CALVADOS	8,0	9,6	+1,6
MANCHE	7,1	8,3	+1,2
ORNE	8,1	9,5	+1,4
BASSE-NORMANDIE	7,7	9,1	+1,4
France Métropolitaine	7,8	9,6	+1,8

(1) Taux moyen sur le trimestre

Source : INSEE, d'après Enquête Emploi

Un taux de chômage de 9,1%, soit une hausse de 1,8 point en un an

La notion de chômage au sens du BIT diffère de celle de la demande d'emploi inscrite à Pôle Emploi (voir encadré page 8). Le taux de chômage au sens du BIT est issu des résultats trimestriels de l'Enquête Emploi de l'INSEE.

Au 4^{ème} trimestre 2009, le taux de chômage moyen s'élève à 9,1% contre 9,6% en France métropolitaine. Depuis son niveau le plus bas atteint au 1^{er} trimestre 2008 (6,6%), et faisant suite à une année 2007 de croissance économique exceptionnelle, le taux de chômage n'a cessé de croître depuis cette date, à l'exception toutefois du 3^{ème} trimestre 2009, où il s'est rétracté quelque peu dans la région face au redressement de l'activité en période estivale, redressement moins per-

ceptible au plan national puisque le taux n'a pas diminué.

Malgré un contexte défavorable, la forte réactivité de la région face à l'activité économique est, une nouvelle fois, avérée. En 2008, la crise s'est répercutée avec intensité sur la région, la hausse du taux de chômage a été la plus forte des 22 régions françaises, après la Franche-Comté. En 2009, le rétablissement de l'activité pendant la période estivale permet à la région de retrouver un "acquis de taux de chômage" de 5 dixièmes de point, par rapport au niveau moyen national, acquis que la région avait perdu en 2008.

En 2009, la Basse-Normandie fait partie des 4 régions pour lesquelles le taux de chômage a le moins progressé.

Des tensions sociales aussi intenses dans l'Orne que dans le Calvados

Le taux de chômage du département de l'Orne, qui a été par le passé plus proche de celui du département de la Manche, rejoint celui du Calvados (9,5%), celui de la Manche restant en retrait (8,3%).

Les difficultés économiques engrangées depuis près de 2 ans dans le département de l'Orne se sont répercutées sur l'emploi et le chômage.

En 2009, c'est le département bas-normand qui perd, en proportion, le plus d'emplois salariés devant le Calvados. Le département de l'Orne cumule, à la fois un fort déficit d'emplois industriels et d'emplois dans le secteur de la construction sans aucune compensation dans les activités tertiaires.

Les tensions sociales dans les bassins ornaïens d'Alençon-Argentan et de l'Aigle-Mortagne sont devenues aussi intenses que dans les trois bassins à forte attractivité du nord de la région (Pays d'Auge, Caen-Bayeux et Nord-Cotentin).

Bien qu'ayant des tensions moins aiguës sur le marché du travail, les autres bassins d'emploi ne sont pas, pour autant, épargnés par des procédures importantes de suppression d'emplois, les derniers événements intervenus dans le Sud-Manche dans les secteurs de l'automobile et du papier-carton le confirment.

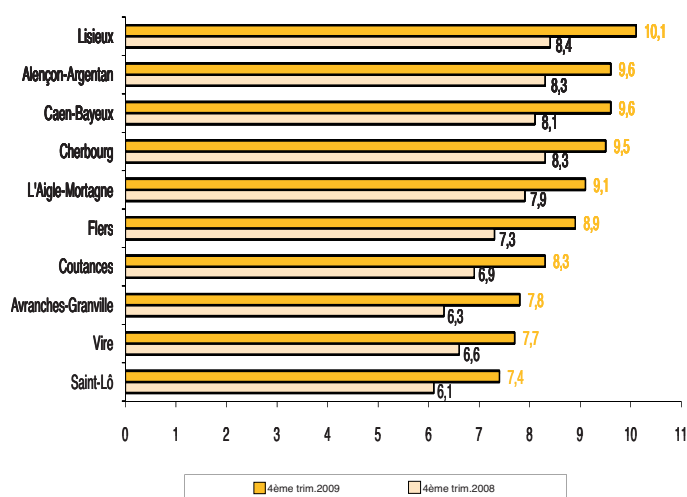
Forte baisse de l'emploi et hausse des inscriptions, due au RSA, sont deux éléments déterminants de la hausse du chômage en 2009

Réaliser une équation comptable précise de la hausse du chômage en 2009 en fonction de chaque déterminant reste un exercice difficile en raison de l'incertitude qui entoure l'évolution tendancielle de la population active mais aussi des différentes notions retenues pour chaque élément de cette équation.

D'abord, la notion du chômage diffère de la notion de la demande d'emploi, mais si certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle Emploi, inversement certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du B.I.T., ce qui rend aujourd'hui la mesure comptable du chômage au sens du BIT semblable à celle de la mesure de la demande d'emploi sans aucune activité, celle de catégorie A.

Selon cette définition, le nombre de demandeurs d'emploi au plan régional est passé de 50.240 à fin décembre 2008 à 57.040 à fin décembre 2009, soit une augmentation de 6.800 personnes en un an.

Taux de chômage par zone d'emploi
Taux de chômage par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2009 (1)



(1) Taux moyen sur le trimestre

Source : INSEE d'après Enquête Emploi

Quels sont donc les déterminants de cette hausse du chômage en 2009 ?

• Le premier des déterminants est la baisse des emplois :

Quelle que soit la source adoptée, l'évolution de l'emploi est négative en 2009. Les estimations réalisées par l'INSEE porteraient le bilan 2009 à 5.000 emplois perdus, sur le champ de l'emploi salarié total. D'après les estimations de Pôle Emploi, le bilan sur le seul secteur privé porterait sur 2.900 emplois perdus ;

• La politique de l'emploi, quant à elle, a plutôt eu en 2009 un effet positif sur le chômage, donc un effet réducteur :

- globalement la politique de formation professionnelle s'est maintenue en 2009 : 18.150 jeunes et demandeurs d'emploi sont entrés en stage, entrées en stage relevant du Plan Régional de Développement de la Formation Professionnelle (PRDFP), du Conseil Régional, ou des programmes du Service Public de l'Emploi (SPE). Le nombre d'entrées en stage a globalement augmenté de 1.400 stagiaires par rapport à 2008 ;

- les emplois familiaux, non comptabilisés dans le compte de l'emploi, se sont à nouveau accrus en 2009 ; le nombre moyen de salariés a augmenté d'environ 200 personnes au travers de l'utilisation du chèque-emploi-service universel, et a diminué de 100 personnes par recours à un organisme agréé ;

- le niveau des personnes occupées sur les contrats aidés du Plan de Cohésion Sociale, a progressé en 2009 : l'augmentation des entrées sur les deux contrats du secteur non marchand, à plein effet sur le chômage, s'est répercutée sur les présents dans les structures d'accueil, associations, collectivités territoriales et établissements publics.

Pour les deux contrats, le nombre de présents est passé de 4.000 à 5.200 entre fin 2008 et fin 2009, soit 1.200 personnes en plus en 2009. Toutefois une partie de ces gains d'emplois aidés est déjà intégrée dans le compte de l'emploi.

• La hausse de la population active est peu probable.

Faute de modélisation annuelle au niveau régional, il demeure difficile de conclure sur sa variation en 2009. Malgré l'incertitude, il est peu probable que cette population active disponible ait été en croissance en 2009. La tendance à une lente diminution annoncée par l'INSEE à partir de 2006 est, en 2009, renforcée par de

nouveaux départs anticipés pour carrières longues : 1.100 départs anticipés viennent s'ajouter aux départs attendus des régimes classiques de retraite, même si leur nombre a été divisé par 3 par rapport à 2008 (3.560 départs) ;

• Un certain report du chômage 2008 sur 2009 avec les contrats de conversion professionnelle ?

Hormis celui de l'emploi, un autre déterminant a joué négativement sur l'évolution du chômage en 2009, c'est le report en 2009 des licenciés économiques touchés par les restructurations et ayant souscrit un contrat de reconversion professionnelle en 2008 (CRP, CTP) et toujours sans emploi en 2009.

Ce chômage qui porte sur 300 personnes supplémentaires entre fin 2008 et fin 2009 est un chômage de report et qui concerne des emplois perdus en 2008. Ces personnes ont été comptabilisées en demandeurs de catégorie D, donc non disponibles pendant toute la durée du contrat d'accompagnement, soit 8 mois en 2008, avant d'entrer dans la catégorie A comme demandeurs disponibles, s'ils sont toujours en recherche d'emploi.

• Une hausse des inscriptions due au RSA.

Un retour vers l'inscription à Pôle Emploi demeure peu envisageable dans un contexte de mauvaise conjoncture, contexte qui n'incite pas les personnes en recherche d'emploi non inscrites à se réinscrire à nouveau. Toutefois, l'attribution du Revenu de Solidarité Active (R.S.A.) a créé, quant à lui, cet effet. L'incitation à l'obtention d'une allocation pour reprise d'activité en est peut être l'explication. La part des bénéficiaires de RMI/RSA (socle seul) parmi les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) a augmenté en 2009 :

fin 2007 : 14,4%

fin 2008 : 12,6%

fin 2009 : 16,8%

Cette hausse des inscriptions due au RSA a porté sur une population de 1.400 personnes à 2.400 personnes selon la base de référence retenue.

Cet effet d'incitation à l'inscription est, a priori, le second déterminant de la hausse du chômage en 2009, après la baisse des emplois.